L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 29 AOUT 1872. 46me Année—Vol. XLV.

DUPUOY & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 29 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Spear au No 105 rue d'Orléans—Un lot de meubles.

Par S. Guinault, rue Dolory, en face des Casernes, à l'ecurie de Jacques Fee—30 magnifiques vaches laitières, cochons, charrette, chevaux, etc.

Par S. M. Montgomery, à sa salle d'encan 97 rue du Camp—Vente régulière de mercredi.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38, rue de Chartres—Ligne de saison, chapeaux, casquettes, lingerie de messieurs.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan, aux Nos 46 et 47 de la rue Vieille-Levée — Bottes, souliers et rondeaches, Brodequins Balmoraux bottes et chaussures Sioux.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si on désire l'insertion dans la feuille. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonnes.

ATTENTION !

Farine ! Farine.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Problèmes financiers.

La question financière est toujours ce qui, dans notre gouvernement de ville, préoccupe le plus l'administrateur des Comptes publics, M. Shaw, et c'est certainement l'affaire la plus importante. Mais nous craignons que son inquiétude au sujet de ladette municipale ne soit de longue durée, car si d'un côté on cherche à noyer dans de boucher les trous qui sont les plus creux, de l'autre on en fait de plus creux encore et en nombre tel que tout espoir de les boucher tous paraît à jamais enfanti. Aussi, M. Shaw, qui s'y connaît, se retourne-t-il du côté du bill de conversion, passé à la dernière session de la législature, pour absorber les papiers municipaux qui se colportent à vil prix d'une maison de courtage à l'autre, sans jamais trouver nulle part un bon accueil. M. Shaw dit que le déficit a été originellement occasionné par l'annulation des cinq-huitièmes de 1 pour 100 de l'assessement total fait pour les dépenses de l'année 1871, par le refus de payer la taxe d'école. Ce déficit fut représenté par une émission de certificats d'allocation pour la ville, les écoles et la police, car, bien que les sources de leurs revenus fussent à peu près taries, il ne fallut pas moins entretenir la ville, la police et les écoles dans tous leurs différements et dans toutes leurs diverses organisations.

Cette existence administrative, au moyen du crédit, a été fort coûteuse et les détails en sont formidables. Le montant seul des certificats d'allocation existant au 1er janvier 1872 était de $493,880. Les certificats métropolitains représentent $149,031 et les certificats d'école $100,000. Maintenant les certificats de ville, émis le premier décembre ou pour des mois antérieurs de l'année 1871, constituent un passif de $65,000; les certificats d'école émis en janvier pour décembre, représentent $30,000 ; et les certificats métropolitains émis en janvier pour décembre, représentent $60,000. Il faut ajouter à cela les allocations non payées le 1er janvier 1872 et non certifiées, lesquelles ne vont pas à moins de $120,000. Total $1,053,911. Ce sera un joli petit chiffre à ajouter à la dette publique, sans compter tous autres comptes échus ou à échoir, toutes autres dépenses faites ou à faire ou tous jugements rendus ou à rendre et qu'il faudra exécuter sous peine de saisie.

Ainsi le mode d'amortissement est simple, et tout autre que M. Shaw saurait l'exploiter aussi bien que lui. Mais quel amortissement rumeux que celui qui consiste à capitaliser tout ce qui ne peut être payé comptant. Ainsi, nous devons tant et nous n'avons pas d'argent; capitalisons. Ainsi, nous voulons exécuter une réparation d'entretien, et nous manquons de fonds pour y faire face ; capitalisons. Ainsi, nous voulons opérer une amélioration urgente et nous ne pouvons pas même offrir un à compte aux entrepreneurs ; capitalisons. Capitalisons le nettoyage des rues, l'éclairage, le pavage, le pontage ; capitalisons les ouvertures de rues, la surveillance, la police ; capitalisons le traitement des employés ; capitalisons tout enfin sur le pied de 90 cents à la piastre et demandons chaque année à la Législature l'autorisation de capitaliser toute notre existence communale en cas de besoin, et finissons en avec les taxes et les plaintes qu'elles soulèvent !

En effet, par ce système, il n'y aurait plus de taxes à payer. On les mettrait toutes sur le compte de la capitalisation générale. Si les taxes valent quatre millions, on émettra pour quatre millions en certificats de dette ; et quand ces certificats auront atteint leur longue échéance, au lieu de les rembourser, on les renouvellera, et ainsi de suite. Et quand une fois ils seront reconnus comme étant à payer, on pourra avec le budget d'une seule année racheter tous les papiers de crédit, tous les bons, et tous les certificats de dette, émis pendant un quart de siècle, car alors très certainement on n'aura ni sou ni maille à peu près pour rien.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, le point de perfection. Elle se vend au No. 101, de la rue du Canal.

Revue des Journaux.

Le Picayune publie le compte-rendu détaillé de l'assemblée de ses actionnaires tenue mercredi soir ; nous avons donné le résultat de cette séance, dans laquelle les warmothistes ont été battus à plate couture.

Sous le titre "Fusion et Confusion" notre confrère établit qu'une liste de candidats qui serait composée en partie des noms portés sur la liste libérale, présenterait des objections fatales et qu'elle serait mal accueillie par les masses de la démocratie et du parti de la réforme. Le *Picayune* ajoute que les libéraux peuvent tout au plus réclamer un rôle dans la campagne en faveur de Greeley et Brown mais qu'ils ne devraient pas élever la prétention d'intervenir dans la campagne entreprise pour les réformes par les démocrates et les réformistes unis.

Le *Picayune* donne aussi quelques détails sur les propositions échangées entre les comités de conférence.

La condamnation du juge Barnard, à New-York, inspire au *Times* de longs commentaires sur la nécessité d'avoir une magistrature incorruptible. Il conclut contre l'élection appliquée aux juges. Le principe notre confrère a raison. Mais ici, en Louisiane, avec un gouverneur comme M. Warmoth et un Sénat servile et corrompu, nous avons eu des juges nommés par le gouverneur encore plus mauvais que ceux que l'élection a portés sur les fauteuils judiciaires.

Le Times a un correspondant à la Nile-Ibérie qui prétend qu'il n'y a plus que quatre démocrates dans la paroisse. Nos informations ne s'accordent guère avec celles de ce citoyen. La paroisse de la Nouvelle-Ibérie resterà fidèle à la cause de la rédemption de la Louisiane et de l'honnêteté.

Le *Republican* devient grandiloquent ; après un exorde sur les grands partis du passé en Angleterre et aux Etats-Unis et sur l'égoïsme des hommes, il se demande où sont dans notre Etat les grands partis unis par de grands intérêts et des convictions profondes. Est-ce le parti républicain ? demande-t-il, vue-t-il à de grands objets dans l'avenir ou cherche-t-il seulement à asservir ce qu'il a gagné ? Si ce n'est pas le parti républicain, continue-t-il, est-ce le parti libéral qui a mis en avant un but assez grand pour toucher le cœur de la nation, et le *Republican* laisse à chacun le soin de répondre à ses questions.

Le *Republican* pense que les grosses dettes sont un bienfait pour les peuples, parce qu'elles leur fournissent l'occasion de prouver leur confiance dans leur gouvernement, en payant de fortes taxes comme font les Etats-Unis ou en souscrivant à des emprunts gigantesques comme en France, et il s'étonne que ceux qui ont conseillé les mesures révolutionnaires qui ont poussé l'Etat vers la banqueroute et la ruine, soient ceux qui se plaignent le plus des fardeaux qu'ils ont occasionnés pour eux et leur opulentes.

Le *National Republican* glorifie M. Kellogg, pour avoir montré au Sénat les intérêts sucriers de la Louisiane dans la question du tarif. Nous admettons que M. Kellogg a développé les intentions, mais notre confrère ignore que le tarif actuel n'est pas du tout protecteur pour nos intérêts : il a été élaboré avec une habileté rare pour protéger les intérêts des raffineurs du Nord et non ceux des planteurs louisianais. Que le *National Republican* prenne des informations sur ce sujet et il se convaincra de faits.

Chronique de la Louisiane.

Sous le pseudonyme d'un *Observateur Parisien*, un correspondant du *Times*, de la Nouvelle-Orléans, écrit le plus sérieusement du monde au dit journal, pour lui annoncer qu'il n'y a pas plus de quatre démocrates dans toute la paroisse Ibérie.

Ce *citoyen*, paisible ou non, pense, par conséquent, que les libéraux font preuve d'une grossièreté démentable en s'essoufflant encore à vouloir ramener par la douceur et par la persuasion les brebis égarées de la bergerie démocratique au berceau libéral dont le gouverneur Warmoth est le pasteur.

Il les traite de petit noyau d'*irréconciliables*, et s'étonne qu'ils osent refuser l'alliance que leur propose le politicien rompu et corrompu, que son parti a recommandé pour le Sénat des Etats-Unis.

Ce correspondant, qui pourrait bien être un mythe, a probablement confondu dans son esprit les noms des différents partis qui s'agitent en ce moment en Louisiane.

Il a voulu dire, sans doute, qu'il n'y avait pas plus de quatre *libéraux* dans la paroisse Ibérie ; et c'est peut-être à un *lapsus calami* que nous devons cette incroyable erreur, dont le *Times* aura voulu rire.

Nous serons plus *libéral* que ce citoyen d'Ibérie, et nous admettrons, sauf à nous en dédire plus tard, qu'il y a peut-être 40 libéraux dans cette paroisse, perdus au milieu d'une population de 9,043 âmes.

Il faut convenir que les libéraux choisissent bien les *orateurs* qu'ils envoient dans les campagnes pour faire de la propagande à leur profit et leur gagner des partisans. M. George A. Sheridan, le collecteur de taxes de la Nouvelle-Orléans, est de ce nombre.

Un correspondant du *Times* de la Nouvelle-Orléans, qui signe "*Pélican*," nous apprend qu'à un meeting tenu le 24 courant à Plaquemines, paroisse Iberville, M. P. E. Grace a été nommé président, et que MM. G. A. Brusle, J. A. Darbonne, A. Hébert, V. J. Dupuy, N. Lache, P. Allain, N. Lauve, J. E. Bargas et P. E. Stone ont été nommés vice-présidents.

En prenant son siége le président a exprimé ses regrets de voir que le gouverneur Warmoth ne faisait pas partie du meeting ; Son *Excellence*, a-t-il dit, avait promis de haranguer l'assemblée.

Comme pis aller, il a présenté alors M. Sheridan, en disant que c'était un des meilleurs orateurs qu'il connaissait.

Le digne émule de Warmoth a été vivement applaudi par les Hébreux d'Iberville, qui pensent, paraît-il, comme ce collecteur, qu'un homme *doit* et *peut* supporter toutes les taxes, si fortes qu'elles soient.

Ce correspondant ajoute que les libéraux de la paroisse Iberville ont lieu d'être fiers de ce premier meeting. Ce n'est pas précisément notre avis.

Le *Natchitoches Times* ne cache pas son jeu, et fait preuve de zèle, en mettant en tête de ses colonnes le nom du gouverneur Henry Clay Warmoth comme candidat pour le Sénat des Etats-Unis.

Nous lisons ce qui suit au-dessous de sa liste de candidatures :

Ces messieurs sont tous des *gentlemen* ayant une réputation sans tache et un passé irréprochable dans la vie publique et privée. — Leur habileté est incontestable.

C'est un peu général, quand on pense que parmi ces messieurs, il y a Warmoth, Sheridan et Sheanaker.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen sérieux de la machine "Domestic," 101 rue du Canal, chez M. S. Hedrick.

☞ Une famille américaine, ayant un vaste logis, désirerait confier à une autre famille le soin de diriger la maison. Elle paiera le prix de la pension à celle-ci. Les meilleures références sont exigées. Voir aux annonces.

— Campagnard et citadin :

Je vais voir hier un de mes amis à la campagne. Je n'étais pas allé chez lui depuis trois ou quatre ans. Je trouve son jardin fort embelli et je lui dis :

— Comme tes arbres ont grandi !

Lui de me répondre tranquillement :

— Ils n'ont pas autre chose à faire.

TEMPERATURE.—28 août 1872.

Thermomètre de *C. Duplanil*, opticien, 7 Bienville.

	Centigrade	
6 A. M.	29	27
12 M.	29	Mer.
3 P. M.	32	26
6 P. M.	31	27

REVUE COMMERCIALE ANNUELLE.

Au lieu de publier notre revue commerciale le dimanche, 1er septembre, comme nous l'avions annoncé, nous la publierons

LE SAMEDI 31 AOUT,

pensant que ce changement sera plus convenable pour nos patrons. Nous prions en conséquence les personnes qui désirent un certain nombre d'exemplaires du numéro contenant la revue commerciale annuelle, de nous adresser leurs ordres vendredi au plus tard.

Nous serons obligés à ceux de nos amis et patrons qui désirent faire insérer leurs annonces dans le numéro de l'*Abeille* de samedi, de vouloir bien nous les adresser le plus tôt possible.

CONTRE-ORDRE DE LA MANIFESTATION PATRIOTIQUE FRANÇAISE.—Nous avons fait faire un tirage spécial de notre compte-rendu de la manifestation patriotique française qui a eu lieu le 25 août à l'occasion de l'option des résidents Alsaciens-Lorraine pour la nationalité française. Les personnes qui en désirent peuvent s'en procurer à bon marché.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les comités de conférence sont restés en séance, hier, jusque vers dix heures.

Voici les noms des membres des comités :

Comité démocratique : A. L. Tocher, de Ste-Marie, président ; le major J. E. Austin, d'Orléans ; le général Nicholls, l'Attorney-général Archibald Mitchell, d'Orléans ; Thomas Jones, de St-Bernard ; Antoine Gelpi, de Terrebonne ; Alfred Roman, de St-Jacques.

Comité républicain : le docteur D. W. Brickell, B. R. Fortier, J. D. Hill, A. G. Fleming, J. Shakespeare, Wm Freret, Wm C. Raymond.

Comité libéral : F. H. Hatch, T. Bynum, A. H. May, L. F. Generes, F. H. Raccobidé.

Quelques instants après la fin de la séance, le bruit s'est répandu en ville que les comités étaient parvenus à s'entendre et avaient arrêté, d'un commun accord, une liste de candidatures.

Voici le ticket. Nous le donnons, bien entendu, sous toutes réserves.

Gouverneur—J. Mc Emery.
Lieut.-Gouverneur—D. B. Penn.
Auditeur—Jas. Graham.
Surintendant de l'instruction publique—R. M. Lusher.
Secrétaire d'Etat—

La nomination du secrétaire d'Etat serait, dit-on, laissée à la discrétion du général Hughes Campbell, et l'on pense que celui-ci désignerait M. Samuel Hopstead (c.) de Caddo.

En supposant que ce nouveau ticket ait été réellement adopté par les comités de conférence, il n'a pas encore le caractère officiel, devant être soumis à l'approbation des comités centraux d'Etat des partis représentés dans la conférence.

Un grand nombre de citoyens du 12me ward se sont réunis, hier soir, au Market House, à l'angle des rues Berlin et des Magasins. Le meeting a été appelé à l'ordre par M. C. Maidans, qui a invité M. Charles Chapotin, à prendre place au fauteuil. Celui-ci a expliqué l'objet de la réunion, à savoir : La constitution d'un club politique, sous le titre de "Club Democrate et Réformiste du 12me ward."

Le club a nommé les officiers suivants :

Président—Eugène May,
1er Vice-prés.—W. Acock,
2d " —F. Meyers,
Secrétaire—W. Bullet,
Trésorier—Dr. J. R. Walker,
Grand Marshall—R. Rapp.

Le colonel Waggaman, un des plus zélés et des plus éloquents de nos orateurs, et M. Booth ont harangué l'assemblée.

Un autre club s'est constitué hier soir, dans le 7me ward, sous le nom de CLAIBORNE GUARDS. Voici les noms de ses officiers :

NOMINATIONS DE PRÉFETS EN FRANCE. —Par décret du président de la République, daté de Versailles le 26 août 1872, rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur.

M. Limbourg, préfet de l'Hérault, est nommé préfet du département du Bas-Rhône-du-Rhône, en remplacement de M. de Kératry, dont la démission est acceptée.

M. Cantonnet, préfet des Pyrénées-Orientales, est nommé préfet du département du Rhône, en remplacement de M. Pascal, nommé conseiller d'Etat.

M. Dampierre, sous-préfet de Corbeil, est nommé préfet du département de l'Hérault, en remplacement de M. Limbourg.

M. Espagnacq, sous-préfet de Parrondissement de Valenciennes, est nommé préfet du département de la Corse.

M. Babaud-Laribière est nommé préfet des Pyrénées-Orientales.

M. Albert Le Graët, préfet d'Eure-et-Loir, est nommé préfet du département de Meurthe-et-Moselle.

M. de Perthuis, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Omer, est nommé préfet du département d'Eure-et-Loir.

M. Olivier Ritt est nommé sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Omer.

— On lit dans l'*Indépendance de l'Est* :

Il y a quelques jours, un négociant de Sedan, M. Jules Arnaud, avait sauvé, au péril de ses jours, un enfant baigné, qui se noyait dans la Meuse.

Avant-hier, notre compatriote recevait de l'empereur d'Allemagne la croix de l'ordre de Hérie civil.

Bismarck immédiat à l'expéditeur avec accompagnement d'une lettre fort digne, dont voici le sens, à défaut du texte :

" Si j'ai sauvé un Bavarois, je l'ai fait parce que c'était mon devoir, et non pour recevoir une décoration, fût-elle de l'ordre civil prussien. Si vous voulez me récompenser de l'action que j'ai faite en vous sauvant un de vos soldats et qui avait pour but de vous rendre à la liberté le dernier Français, prisonnier de guerre, que vous retenez en captivité. Donnez-le pour homme. Vous m'en devez un : je le réclame."

UN ROMAN TRAGIQUE.

On écrit de Gersau (lac de Lucerne), en date du 4 août :

" Un tragique événement est venu jeter aujourd'hui la consternation dans la colonie cosmopolite qui habite ce paisible séjour. A l'hôtel Müller, tenu par le propriétaire du même nom, un Anglais, Mr. Scheideck, est logé depuis un mois une famille américaine, composée d'une dame veuve et de quatre demoiselles.

" Mr. Scheideck, arrivé à Zurich, ces dames firent la connaissance d'un jeune étudiant, [illegible] l'esprit de l'une des demoiselles. Son fiancé, paraît-il, et le frère de celle-ci, étudiant à Zurich pour devenir [illegible] refusa [illegible] ses vœux. L'étudiant suivit celle qu'il aimait et qui s'installer dans une maison de campagne, à Seel-Müller, à la pension de [illegible].

" Il chercha par tous les moyens à communiquer avec la jeune fille, et la rencontra parfois à la promenade. On assure que dans une entrevue qu'il eut avec elle ces jours derniers, elle lui fit comprendre qu'il devrait cesser ses poursuites. Il n'en tenta pas moins, hier matin, de pénétrer auprès de l'objet [illegible] Müller, à la campagne. Le jeune homme qui accompagnait la demoiselle le pressa de s'éloigner ; mais elle intervint de prie [illegible] de la laisser avec lui. Le jeune homme s'éloigna. Peu après, chacun qu'elle pervient à se débarrasser de lui.

" Quelques instants après, on entendit une double détonation. L'étudiant avait mis successivement fin au jours. Il gisait sur le sol, tenant encore le fusil à deux coups qui venait de lui servir à se donner la mort. Il avait tiré une balle dans le cœur et une autre dans la tempe droite, et la dernière frappé à la même place.

" Un second coup [illegible] courir chercher du secours. On rapporte la jeune fille à l'hôtel. Elle y arriva dans une chaise à porteurs ; [illegible] fut transportée dans la maison [illegible] à la chambre de [illegible]. Quand on [illegible] elle était morte. Elle avait pris du poison [illegible] et [illegible] la même heure. Quand on [illegible] elle était morte. Elle avait pris du poison [illegible] et [illegible] la même heure.

" Tous les deux sont dans un état désespéré, tous les soins leur sont prodigués, et [illegible] de charité [illegible] prie de [illegible] [illegible] qu'il [illegible] [illegible].

" La victime de ce crime est une jeune femme remarquable par [illegible] [illegible] [illegible]